

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°6 – 10 juillet 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

-1,6 %

Évolution des dépenses
prévisionnelles du budget régulier
de l'État fédéral entre 2024 et 2025

Sommaire :

Actualité macroéconomique

Politique budgétaire : budget 2025 et budget rectificatif 2024

Politiques sociales : chômage / immigration

Actualité financière

Marchés financiers : *HTGF Opportunity Fonds*

Régulation financière : action de groupe / CMDI

Banques et assurances : banques mutualistes / système de paiement / NordLB / Postbank / Landwirtschaftliche Rentenbank

Actualité macroéconomique

Tableaux de bord

Prévisions économiques et budgétaires annuelles

Source	Date de publication	2023	2024	2025
Croissance (%) (non-cjo)				
Bundesbank juin 2024	07/06/2024	-0,2	0,2	1,0
Conseil des Sages mai 2024	15/05/2024	-0,2	0,2	0,9
Commission européenne printemps 2024	15/05/2024	-0,3	0,1	1,0
Gouvernement avril 2024	24/04/2024	-0,3	0,3	1,0
Inflation (%) (IPCH)				
Bundesbank juin 2024	07/06/2024	6,0	2,8	2,7
Conseil des Sages mai 2024	15/05/2024	6,0	2,4	2,1
Commission européenne printemps 2024	15/05/2024	6,0	2,4	2,0
Gouvernement avril 2024		-	-	-
Solde public (% du PIB)				
Bundesbank juin 2024	07/06/2024	-2,5	-1,8	-1,6
Conseil des Sages mai 2024	15/05/2024	-2,1	-1,5	-1,0
Commission européenne printemps 2024	15/05/2024	-2,5	-1,6	-1,2
Pstab 2024	24/04/2024	-2,5	-1,8	-1,0
Dette publique (% du PIB)				
Bundesbank juin 2024	07/06/2024	63,6	-	-
Conseil des Sages mai 2024	15/05/2024	63,6	63,4	63,0
Commission européenne printemps 2024	15/05/2024	63,6	62,9	62,2
Pstab 2024	24/04/2024	63,6	64,0	63,3

Pstab : programme de stabilité présenté par l'Allemagne à la Commission européenne.

Indicateurs conjoncturels mensuels

Indicateur (en %)	Source	2024-4	2024-5	2024-6
Prix				
Inflation (déf. nat., évol. en g.a.)	Destatis	2,2	2,4	2,2
Inflation sous-jacente (déf. nat., évol. en g.a.)	Destatis	3,0	3,0	2,9
Indicateurs sectoriels				
Ventes au détail (évol. réelle cvs-cjo sur un mois)	Destatis	-1,2	-	-
Production industrielle (évol. réelle cvs-cjo sur un mois)	Destatis	0,1	-2,5	-
Commerce extérieur				
Exportations (évol. en valeur cvs-cjo sur un mois)	Destatis	1,7	-3,6	-
Importations (évol. en valeur cvs-cjo sur un mois)	Destatis	1,2	-6,6	-
Marché du travail				
Personnes au chômage (déf. nat., évol. cvs sur un mois)	BA	0,4	0,9	0,7
Taux de chômage (déf. nat., en cvs)	BA	5,9	5,9	6,0

g.a. : glissement annuel

cvs : corrigé des variations saisonnières

cjo ; corrigé des jours ouvrés

Inflation sous-jacente : hors alimentation et énergie

BA : Agence fédérale du travail (Bundesagentur für Arbeit)

Politique budgétaire

Le Chancelier Scholz, le Vice-Chancelier Habeck et le ministre des Finances Lindner ont présenté vendredi 5 juillet les termes de leur [accord politique](#) sur le **budget 2025** et annoncé la présentation à l'automne d'une **loi de finances rectificative** (LFR) pour **2024**. Pour 2024, la LFR devrait permettre le rehaussement des dépenses et du déficit sur le budget régulier de l'État fédéral à respectivement 489 Mrd€ (+12 Mrd€ par rapport à la loi de finances initiale - LFI) et 50,5 Mrd€ (+11,5 Mrd€). Pour 2025, les grands agrégats dévoilés le 5 juillet actent d'ores et déjà le principe d'une contraction nominale du budget régulier de l'État fédéral par rapport à la LFR 2024 : les dépenses seraient ainsi ramenées à 481 Mrd€ (-7 Mrd€) et le déficit à 44 Mrd€ (- 6,5 Mrd€), conformément à la règle du frein à la dette.

Politiques sociales

Le nombre de personnes inscrites au **chômage** a augmenté à nouveau sensiblement en juin (+0,7% après +0,9% en mai), le taux de chômage (en définition nationale) progressant à 6,0% (données désaisonnalisées). Selon [l'agence](#) fédérale du travail, les personnes inscrites au chômage ont peu d'opportunités d'emploi. Les offres d'emploi affichaient un net recul (à 1,57 M au 1^{er} trimestre, soit -10,3% sur un an) tout en restant à un niveau élevé, tandis que l'emploi stagnait à un niveau record en mai (à 46,1 M, dernière donnée désaisonnalisée disponible).

Selon un [rapport](#) de l'OCDE, les **immigrés** sont bien intégrés sur le marché du travail allemand, leur taux d'emploi atteignant 70% en 2022, soit un taux bien plus élevé que celui observé dans la plupart des pays de l'Union Européenne. Leur connaissance de la langue du pays d'accueil y est également supérieure à celle de la moyenne des pays de l'UE. L'Allemagne doit néanmoins relever le défi de l'intégration sur le marché du travail et de l'apprentissage de l'allemand d'un nombre important de réfugiés, dont le niveau de qualification est en moyenne plus faible.

Actualité financière

Marchés financiers

Le **fonds d'investissement High-Tech Gründerfonds (HTGF)**, faisant partie du « fonds pour l'avenir » (*Zukunftsfonds*) et destiné à investir dans des start-ups technologiques en phase d'amorçage (dans les secteurs du numérique, de l'industrie, des sciences de la vie et de la chimie), est complété par un nouveau fonds [HTGF Opportunity Fonds](#), doté de 660 M€, à destination de jeunes entreprises en phase de croissance.

Régulation financière

Une réforme de la loi sur l'**action de groupe** (procédure de poursuite collective) pour les investisseurs ([KapMuG](#)) a été adoptée par le parlement le 5 juillet. Elle doit notamment permettre des procédures plus rapides. L'action de groupe doit compter au moins 10 plaignants et peut désormais également concerner les conflits relatifs aux cryptoactifs.

Les fédérations des caisses d'épargne ([DSGV](#)), des banques mutualistes ([BVR](#)) et des banques commerciales ([BdB](#)) sont relativement satisfaites du compromis trouvé le 19 juin en COREPER sur le cadre de gestion des crises bancaires et l'assurance des dépôts (**CMDI**). Le *DSGV* critique toutefois la « complexité et la charge administrative » que les nouveaux textes représentent pour les établissements de crédits. Le *BdB* souligne, pour sa part, « qu'une harmonisation plus poussée des garanties nationales des dépôts aurait été souhaitable ».

Banques et assurances

Le **fonds de soutien des banques mutualistes** serait intervenu pour sauver de la faillite la banque mutualiste **Volksbank Dortmund-NordWest** qui a investi à grande échelle dans des fonds immobiliers aujourd'hui en crise. La banque négocierait une fusion avec la bien plus grande **Dortmunder Volksbank**.

Les banques allemandes ont annoncé qu'elles supprimeraient d'ici la fin de l'année le système de paiement **Paydirekt** créé en 2015 qui n'est jamais parvenu à faire sérieusement concurrence à l'américain Paypal (selon la [Bundesbank](#), celui-ci était utilisé à 84 % lors de paiements en ligne en 2021). La plupart des caisses d'épargne et des banques mutualistes proposent le système européen **Wero** depuis début juillet.

NordLB abandonne son activité de [financement d'avions](#) (cf. BE n° 3/2024). Son portefeuille d'environ 2,75 Mrd€ sera majoritairement cédé à Deutsche Bank (1,67 Mrd€; prix de la

transaction non communiqué), NordLB en liquidant progressivement le reste (1,1 Mrd€).

1 000 des 3 500 **suppressions d'emplois** annoncées par **Deutsche Bank** lors de la présentation de ses résultats annuels et liées à des fermetures d'agences toucheront les employés de sa marque **Postbank** (cf. Berlin Eco n° 17/2023 et 2/2024). Elles devraient se faire sans licenciements, les 8 700 salariés de Postbank étant protégés par un accord de maintien de l'emploi jusqu'en 2027.

La **BaFin** constate des déficits d'audit interne chez la banque publique d'investissement agricole (**Landwirtschaftliche Rentenbank**) après avoir critiqué son processus informatique en août dernier. Elle a exigé, dans les deux cas, la mise en place de fonds propres supplémentaires jusqu'à la résolution des problèmes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique de Berlin
Claire Thirriot-Kwant, Baptiste Royer

Rédaction : François Brunet, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr